

La diplomatie japonaise et le Vietnam (1973-1998)

Tsuboi Yoshiharu

Volume 30, numéro 1, 1999

La politique extérieure du Japon : au-delà du réalisme ?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703994ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703994ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Yoshiharu, T. (1999). La diplomatie japonaise et le Vietnam (1973-1998). *Études internationales*, 30(1), 85–92. <https://doi.org/10.7202/703994ar>

Résumé de l'article

Dès février 1972, Tokyo renoue en secret avec Hanoi pour préparer l'après-guerre du Vietnam', en se démarquant des États-Unis. Cette démarche répond aux vœux d'une opinion selon laquelle une « solidarité asiatique » nourrit la sympathie pour le petit peuple vietnamien. Elle est facilitée par l'existence d'éléments antiaméricains parmi les élites conservatrices.

Après une « lune de miel » jusqu'en 1979, l'invasion du Cambodge gèle les relations entre les deux pays. Avec la fin de la guerre froide, le Japon est redevenu un partenaire majeur pour le Vietnam. Sa politique est fondée sur une aide au développement multiforme, avec le concours des ONG. Elle s'accompagne dans l'opinion d'un véritable « boom vietnamien ». Mais derrière cet exercice de puissance *soft* se profile, depuis l'origine, une motivation très « réaliste » : l'importance du Vietnam pour Tokyo se mesure à sa capacité à faire barrage à la Chine en Asie du Sud-Est.

La diplomatie japonaise et le Vietnam (1972-1998)

TSUBOI Yoshiharu*

RÉSUMÉ: Dès février 1972, Tokyo renoue en secret avec Hanoi pour préparer 'l'après-guerre du Vietnam', en se démarquant des États-Unis. Cette démarche répond aux vœux d'une opinion selon laquelle une « solidarité asiatique » nourrit la sympathie pour le petit peuple vietnamien. Elle est facilitée par l'existence d'éléments anti-américains parmi les élites conservatrices.

Après une « lune de miel » jusqu'en 1979, l'invasion du Cambodge gèle les relations entre les deux pays. Avec la fin de la guerre froide, le Japon est redevenu un partenaire majeur pour le Vietnam. Sa politique est fondée sur une aide au développement multiforme, avec le concours des ONG. Elle s'accompagne dans l'opinion d'un véritable « boom vietnamien ». Mais derrière cet exercice de puissance soft se profile, depuis l'origine, une motivation très « réaliste » : l'importance du Vietnam pour Tokyo se mesure à sa capacité à faire barrage à la Chine en Asie du Sud-Est.

ABSTRACT: As early as February 1972, Tokyo secretly renewed relations with Hanoi in order to pave the way for « Vietnam's post-war era, » a move that would set Japan apart from the United States. This approach was in response to a popular current of opinion wherein « Asian solidarity » fostered sympathy for the "little" Vietnamese people. A facilitating factor was the existence of anti-American elements among the conservative elites.

After a "honeymoon" lasting until 1979, the invasion of Cambodia froze relations between the two countries. With the end of the Cold War, Japan once again became a major partner of Vietnam. Its policy is based on multifaceted development aid, in association with NGOs. Together with the backing of majority opinion, the policy is bolstered by a veritable economic boom in Vietnam. But behind this exercise of soft power, there has been since the beginning a very "realistic" motive: Vietnam's importance for Tokyo is in proportion to that country's ability to contain China in Southeast Asia.

Le soir du 8 février 1972, un avion de la commission de surveillance de l'ONU parti de Vientiane, au Laos, se posa à Hanoi. Il avait à son bord, Miyake Wasuke, directeur du premier service d'Asie du Sud-Est au ministère japonais des Affaires étrangères¹, et son second, Inoué Kichinosuke. À cette époque, Tokyo reconnaissait le gouvernement sud-vietnamien (République du Vietnam) et n'avait pas de relation diplomatique avec la République démocratique (Vietnam du Nord). Miyake et Inoué, qui étaient en charge du Vietnam au ministère, venaient donc secrètement dans une capitale ennemie. Leur mis-

* Professeur au School of Political Science and Economics de l'Université Waseda, Tokyo, Japon.

1. M. Miyake était aussi le gendre du ministre des Affaires étrangères. Il était donc particulièrement désigné pour mener à bien une mission discrète de confiance.

sion était non officielle, mais ils agissaient sur les instructions des plus hauts dirigeants : le premier ministre Satō Eisaku, le ministre des Affaires étrangères Fukuda Takeo et son vice-ministre administratif, Hogan Shinsaku². Le gouvernement japonais voyait venir la fin du conflit vietnamien, et une décision politique avait été prise sur la nécessité d'établir rapidement des relations amicales avec Hanoi. Telle était la mission du tandem Miyake-Inoué.

Les deux envoyés japonais reçurent un accueil cordial et purent sonder les intentions de Hanoi touchant l'établissement de relations diplomatiques avec Tokyo.

Le 14 avril 1973, Miyake revint à Hanoi à l'invitation de la Chambre de Commerce. À cette occasion, il discuta avec des hauts fonctionnaires de l'établissement des relations diplomatiques, mais aussi de l'aide que le Japon pourrait apporter à la reconstruction du pays. Le 25 juillet, des négociations officielles s'ouvrirent à Paris. Le 21 septembre, l'ambassadeur du Japon en France, Nakayama Yoshihiro, et Vo Van Sung, le chargé d'affaires provisoire vietnamien en France, signèrent un communiqué commun et une note sur l'établissement des relations.

Dans cette période qui va de février 1972 à septembre 1973, des événements majeurs s'étaient déroulés en Chine et au Vietnam. Les États-Unis s'étaient spectaculairement rapprochés de Pékin avec la visite surprise du président Nixon en Chine (21-28 février 1972). Hanoi et Tokyo avaient été pareillement pris par surprise. Les Vietnamiens du Nord en avaient conçu une vive méfiance à l'encontre de Pékin, dont cette initiative favorisait objectivement l'ennemi américain. Les Japonais avaient réagi en envoyant le premier ministre Tanaka Kakuei à Pékin le 29 septembre 1972. Le communiqué commun sino-japonais avait ouvert la porte à la reprise des relations diplomatiques.

Par ailleurs, au Vietnam, l'accord de paix de Paris (27 janvier 1973) avait ouvert la voie à un processus qui devait permettre de mettre fin à la guerre.

Dans ce contexte nouveau, le gouvernement japonais avait jugé que l'établissement de bonnes relations avec le Vietnam du Nord, qui était le leader des trois pays indochinois (Vietnam, Laos, Cambodge) était indispensable à la prospérité et à la stabilité de l'Asie de l'Est et du Sud-Est. Depuis la deuxième moitié des années 1960, le Japon consacrait la plus grande partie de son aide au développement à l'Asie du Sud-Est – surtout la Thaïlande, l'Indonésie et la Malaisie – et les entreprises japonaises s'y installaient en grand nombre. Par conséquent, cette région était devenue tout à fait importante pour le commerce de l'archipel. De plus, le gouvernement japonais pensait déjà que le Vietnam pourrait jouer un rôle pour faire barrage à l'extension de l'influence

2. Dans l'administration japonaise, le vice-ministre administratif (*jimu jikan*) est le fonctionnaire le plus haut placé. Il existe aussi un « vice-ministre politique » (*seimu jikan*), pris parmi les jeunes parlementaires. Malgré l'égalité des titres, le premier possède une influence très supérieure sur les diplomates et les fonctionnaires du ministère.

chinoise vers l'Asie du Sud-Est³. Les dirigeants des pays d'Asie du Sud-Est partageaient cette conviction. Dans ce contexte, Tokyo se devait de préparer politiquement l'après-guerre au Vietnam avec tout le soin dû à une région importante.

Depuis cette période, l'histoire des relations nippo-vietnamiennes peut être divisée en quatre périodes. La première commence avec la signature de la note diplomatique et du communiqué commun à Paris, le 21 septembre 1973 et va jusqu'à l'ouverture de l'ambassade japonaise à Hanoi, assortie d'une offre d'aide économique à titre gratuit d'un montant de 8,5 milliards de yens, le 11 octobre 1975. Entre-temps, le Japon avait abandonné sa position officielle par laquelle il reconnaissait le gouvernement de Saïgon comme le seul gouvernement légal au sud, et avait reconnu le gouvernement provisoire révolutionnaire, le 7 mai 1975 (après l'effondrement de l'armée et du régime sud-vietnamien). Juridiquement, le Japon semblait reconnaître deux gouvernements – l'un au sud et l'autre au nord – mais cette fiction ne dura pas. Le 11 octobre, Tokyo reconnut officiellement au gouvernement de la République démocratique l'autorité sur tout le Vietnam.

À cette époque, Hanoi nourrissait une forte méfiance à l'égard du Japon. Il craignait que le PLD ne colle à la politique anti-vietnamienne de Washington. Mais Tokyo lui offrait son aide économique et se montrait disposé à aider à la reconstruction du pays.

Deux points sont à souligner dans cette période. Alors que la diplomatie japonaise a la réputation d'être alignée sur celle des États-Unis, dans le cas du Vietnam, elle s'est pourtant démarquée de son allié dans une période très délicate pour suivre une ligne autonome. Tokyo a clairement démontré qu'il avait sa propre vision de « l'après-guerre du Vietnam » et la volonté politique nécessaire pour la mettre en œuvre.

Il faut aussi souligner le rôle très particulier joué dans cette affaire par la délégation permanente du Parti communiste japonais installée à Hanoi, où elle jouit d'un statut quasi « diplomatique » comme si elle représentait le peuple japonais. Le véhicule du représentant du PCJ avait des plaques d'immatriculation diplomatiques, et le gouvernement vietnamien lui a permis de les conserver même après l'ouverture de l'ambassade officielle, jusqu'à aujourd'hui. L'irritation du ministère japonais des Affaires étrangères et du PLD face à cette situation, qui donnait en quelque sorte au PCJ le monopole de la représentation politique et diplomatique du Japon, avait d'ailleurs été une raison qui avait poussé à une normalisation rapide... Au Japon même, le PLD avait inspiré la création de l'Association pour le Vietnam (*Betonamu kyokai*) pour faire place à l'Association pour l'Amitié nippo-vietnamienne (*Nichi-etsu yukô kyokai*), con-

3. Les deux pays avaient déjà un contentieux territorial aux îles Paracels (que les Chinois avaient occupées en 1974 en chassant les Sud-Vietnamiens). Comme on sait, le calcul de Tokyo s'avérera juste : les deux pays en viendront à la guerre ouverte et s'embourberont ensemble au Cambodge.

trôlée par la gauche. La rivalité de guerre froide qui opposait la gauche (Parti socialiste et PCJ) et le PLD à l'intérieur du Japon a donc aussi joué son rôle dans l'élaboration de la politique vietnamienne du gouvernement de Tokyo.

I – Vers une normalisation des relations nippo-vietnamiennes

La période qui va de l'ouverture de l'ambassade à l'invasion du Cambodge par l'armée vietnamienne et la prise de Phnom Penh (7 janvier 1979) ressemble à une véritable lune de miel. Les deux pays avancent activement la normalisation de leurs relations. Le problème des dettes contractées par le gouvernement de Saïgon envers le Japon est réglé quand Hanoï accepte d'en assumer la succession moyennant de nouveaux prêts en yens. L'aide publique au développement se met en place.

Du côté japonais, cette lune de miel est facilitée par la sympathie et la compassion de l'opinion à l'égard d'un pays si éprouvé par la guerre. Déjà dans la période précédente, cette attitude de l'opinion avait incontestablement beaucoup compté pour pousser le gouvernement conservateur à prendre le tournant politique par lequel il s'était démarqué de Washington. Bien entendu, au sein du ministère des Affaires étrangères et du PLD, il restait des opposants contre une politique qui risquait d'irriter Washington. Mais même ceux-là avaient été tellement choqués par la visite-surprise du président Nixon en Chine (sans aucun avertissement préalable donné à Tokyo) qu'ils étaient disposés à prendre une petite revanche à leur façon sur les Américains. Fukuda Takeo, qui était alors ministre des Affaires étrangères, était partisan d'une diplomatie très active au Vietnam – et vers l'Asie du Sud-Est en général⁴. Par conséquent, un consensus put s'établir en faveur d'une diplomatie vietnamienne active.

Quand la guerre du Vietnam a éclaté, la Haute Croissance avait introduit la télévision dans tous les foyers de l'archipel. Comme aux États-Unis, cela a été la première guerre qu'on a pu en quelque sorte « suivre en direct de son living room ». Sur le terrain, une génération de journalistes et de photographes tenaces et courageux – Honda Katsuichi, Den Hideo⁵, Omori Minoru, Sawada Kyôichi, Ishikawa Fumihiro – a permis que les nouvelles du Vietnam figurent en bonne place dans les quotidiens, les revues et même les magazines de photos. Pendant quinze ans, de 1960 à 1975, la télévision a permis de voir les champs de bataille vietnamiens dans tous les foyers japonais, et le Vietnam a été la région qui intéressait le plus le Japon.

4. Devenu premier ministre (1976-1978), c'est lui qui inaugurerait, sous le nom de « doctrine Fukuda », la politique d'aide massive au développement de l'Asie du Sud-Est, mais assortie de la non-ingérence dans les affaires géostratégiques de la région (i.e. pour contrer d'éventuelles initiatives du Vietnam en Indochine).

5. Dont la popularité lui permettrait ensuite de faire une carrière politique à la Chambre, puis au Sénat, dans la mouvance socialiste.

L'impact de la guerre sur l'opinion était complexe. En tant que manifestation (ô combien brûlante)! de la guerre froide, elle opposait violemment les partis de gauche au gouvernement PLD sur le front intérieur japonais, et divisait la société. Un puissant mouvement protestait contre l'utilisation des installations militaires américaines dans l'archipel comme base arrière pour mener la guerre au Vietnam : le port de Sasebo, la base logistique aérienne de Sagami-hara et les installations d'Okinawa ont été assiégées à de nombreuses reprises par les manifestants. Mais au-delà des clivages idéologiques, les Japonais partageaient largement un sentiment de compassion pour les Vietnamiens – parce que c'était un petit peuple martyrisé par une superpuissance, mais aussi parce que c'étaient « des Asiatiques comme nous qui souffraient de la guerre ». Les Japonais étaient aussi sensibles à l'aspect « lutte de libération nationale » du conflit, qui transcendait ainsi les clivages de guerre froide.

De plus, un certain anti-américanisme s'ajoutait à la compassion et à la sympathie pour la lutte d'indépendance. Beaucoup de Japonais de tous bords voyaient sans déplaisir le petit peuple vietnamien tenir tête à ceux qui les avaient écrasés lors de la Deuxième Guerre mondiale. Ce sentiment se rencontrait dans l'aile la plus à droite du PLD, nourrie de « nationalisme anti-américain ». Même aux Affaires étrangères, il se trouvait des fonctionnaires qui éprouvaient pour les Vietnamiens une sympathie personnelle. Dans le public, le « Mouvement uni des citoyens pour la paix au Vietnam » (Beheiren), dirigé par le grand écrivain Oda Makoto et des intellectuels ou universitaires comme Yoshikawa Isamu ou Konaka Yôtarô, avait pris une ampleur considérable.

Au plan économique, la guerre du Vietnam nourrissait une demande exceptionnelle qui alimentait la croissance au Japon, mais engendrait aussi chez ceux qui en profitaient le plus directement un sentiment de culpabilité. Il existait aussi un lobby patronal – représenté par l'Association Commerciale Nippo-Vietnamienne (*Nichi etsu bôeki kai*) – qui entretenait des liens d'affaires avec le Vietnam depuis l'époque de l'occupation japonaise en Indochine française. Bref, la sympathie à l'égard du Vietnam transcendait les clivages idéologiques et se rencontrait dans tous les milieux. Elle a pesé lourd sur le gouvernement PLD pendant les deux premières étapes de la politique vietnamienne.

II – Détérioration des relations nippo-vietnamiennes

La troisième étape commence quand la prise de Phnom Penh par l'armée vietnamienne en janvier 1979 met fin à la lune de miel entre Hanoï et Tokyo. Les deux gouvernements se retrouvent dans une position de méfiance et d'hostilité mutuelle. D'autres morts ont succédé à ceux du conflit vietnamien. La libération du peuple vietnamien n'a pas abouti à celle de l'humanité, et le Vietnam joue à son tour à la grande puissance arrogante en envahissant son petit voisin. Entre Pékin et Hanoï, qu'on croyait camarades de lutte, on en est maintenant au conflit ouvert. Tout cela a fait disparaître la sympathie et la

compassion à l'égard du Vietnam, et nourri la déception et la désillusion au Japon comme dans le reste du monde : Hanoi se retrouve isolé.

L'invasion de l'Afghanistan par l'URSS en 1980 tend encore davantage les relations entre Tokyo et Hanoi, qui reste aligné sur Moscou. Le Japon avait suspendu provisoirement son assistance économique après l'invasion du Cambodge par l'armée vietnamienne ; après l'affaire d'Afghanistan, il durcit sa position et la gela officiellement. Cette relation hostile s'est prolongée jusqu'à l'évacuation du Cambodge par l'armée vietnamienne (26 septembre 1989) qui a permis le début d'un dégel. Depuis la fin de 1986, le gouvernement japonais suivait attentivement la politique de réforme (*doi-moi*) décidée par le 6^e Congrès du PC vietnamien. Avec la fin de la guerre froide, Tokyo s'est progressivement impliqué dans un soutien plus actif. L'accord de paix sur le Cambodge signé à Paris le 23 octobre 1991 a ouvert la voie à la reprise officielle de l'aide au développement. Tokyo a renoué avec la logique qui, en 1973, lui commandait déjà « d'accorder de l'importance au Vietnam » en portant cette aide de 475 milliards de yens en 1992 à 975 milliards en 1997.

Tableau
Résultat de l'aide publique au développement (APD) du Japon
pour le Vietnam
(chiffres en milliards de yens)

Année budgétaire	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Chiffre total de l'ADP	47 419	59 890	66 047	82 148	93 547	97 500
• Aide onéreuse	45 500	52 390	58 000	70 000	81 000	85 000
• Aide gratuite	1 524	6 205	5 575	8 773	7 860	7 000
• Coopération technique	395	1 381	2 472	3 375	4 687	5 500

Depuis 1992, le Japon est devenu un partenaire important pour le Vietnam au plan économique et commercial, ainsi qu'en matière d'aide au développement et d'échanges culturels. Comme le pays est resté fermé jusqu'au milieu des années 1990, au contraire des autres pays d'Asie qui connaissaient l'essor économique qu'on sait, il apparaît pour les Japonais comme une *terra incognita* parée des charmes de l'exotisme. Depuis 1996, une « mode vietnamienne » a accompagné la vague des investissements favorisés par la hausse du yen : les livres et les magazines traitant du Vietnam se sont multipliés, la cuisine vietnamienne a pris rang parmi les « cuisines ethniques » qui font fureur, les estampes *donho* et les poteries *aozai* sont apparues dans les magasins⁶... Dans ce contexte, de nombreuses ONG existantes se sont intéressées au Vietnam, à l'instar du Japan International Volunteers Center, qui est

6. FUTURA Motô, 1973-1997 ni Nihon de shupansareta Betonamu ni kansuru shomotsu (Les livres japonais sur le Vietnam : 1973-1997). Conférence à l'occasion du 25^e anniversaire de la normalisation des relations diplomatiques entre le Japon et le Vietnam du Nord, Hanoi, 25 juillet 1998.

aujourd'hui présent à Hanoi (bureau de liaison), à Haiphong (atelier de réparation automobile), à Hué (développement rural) et à Ho Chi Minh Ville (éducation pour les enfants et les handicapés). D'autres se sont créées spécialement pour y travailler dans le domaine du développement rural ou de la santé publique, comme *Beto-chan Doku-chan no hattatsu wo negau kai*⁷.

En conclusion

Au terme de ce survol historique, il apparaît que le gouvernement japonais, pendant un quart de siècle, a suivi une ligne cohérente qui se résume dans la formule de *Betonamu jūshi suru* (reconnaître au Vietnam son importance). Mais cela n'a pas toujours abouti à une relation de confiance réciproque. L'opposition idéologique de la guerre froide a nourri une méfiance, voire une hostilité, qui n'ont pas totalement disparu. L'histoire aussi fait obstacle. Hanoi et Tokyo n'ont pas la même interprétation, et quand des problèmes surgissent, les dirigeants vietnamiens sont prompts à ressortir le vocabulaire stéréotypé pour dénoncer « le militarisme japonais ». Le Japon doit réfléchir aux initiatives qu'il pourrait prendre pour améliorer les choses sur ce point.

Depuis 1992, le gouvernement vietnamien commence lui aussi à attacher une incontestable importance à sa relation avec le Japon. Comme la Chine et les États-Unis constituent toujours pour Hanoi des ennemis potentiels dans une certaine mesure, le Japon, qui ne peut pas apparaître comme une menace militaire, est pour eux un atout majeur, non seulement pour fournir de l'assistance économique, mais aussi pour assurer un équilibre entre les deux grandes puissances. Les forums de discussion se multiplient. Le vice-ministre administratif des Affaires étrangères rencontre désormais son homologue vietnamien au moins une fois par an. Il y a aussi un Comité économique nippono-vietnamien, des séminaires périodiques entre le Japan Institute of International Affairs – rattaché au ministère des Affaires étrangères – et l'Institut des Relations Internationales du ministère vietnamien des Affaires étrangères. On peut encore mentionner les projets d'échanges de jeunes, l'augmentation du nombre des bourses offertes aux étudiants vietnamiens (passé récemment de 12 à 30), ou encore l'ouverture d'un bureau de la Japan Foundation à Hanoi...

Un autre point à souligner est le rôle joué par l'opinion publique japonaise, qui a exercé une forte influence sur la politique du gouvernement japonais. Cela est normal dans un système démocratique ; mais l'opinion peut être emportée par des réactions émotionnelles et irréflectées à chaque incident médiatisé. Dans le cas du Vietnam, l'opinion japonaise a beaucoup oscillé : compassion et sympathie pendant la guerre, déception et désillusion ensuite, curiosité exotique aujourd'hui... On peut opposer cette valse-hésitation à la relation franco-japonaise, qui a suivi un cours beaucoup plus stable malgré

7. Littéralement : « La société qui souhaite voir grandir Beto (Viet) et Doku (Duc) ». Beto et Doku sont deux frères siamois vietnamiens qui ont été opérés par une équipe chirurgicale japonaise en 1987.

tous les changements politiques et économiques, et a réussi à maintenir la confiance sans être ballottée au hasard des incidents et des changements à court terme. Par contraste, la relation nippon-vietnamienne apparaît jusqu'à présent beaucoup moins mature.

Pour approfondir et faire mûrir cette relation, il faut mettre en œuvre une action globale au niveau stratégique destinée à approfondir la confiance au niveau des gouvernements, et en même temps faire avancer la compréhension mutuelle entre les deux nations. Cette action devrait se fonder sur des programmes bien définis dans le moyen terme – à cinq ou dix ans.

Son premier objectif devrait être d'approfondir les échanges au niveau gouvernemental. Les entretiens réguliers entre le vice-ministre administratif japonais des Affaires étrangères et son homologue vietnamien devraient être complétés par des rencontres régulières à tous les niveaux. Il faudrait élargir le programme du JICA⁸, mis en place en 1988, qui offre actuellement une dizaine de stages de formation chaque année à des fonctionnaires vietnamiens, et augmenter aussi le nombre des techniciens que le JICA envoie au Vietnam (une trentaine) et celui des jeunes volontaires du Corps des Jeunes Coopérants Outre-mer⁹. Mais on risque de se heurter à la susceptibilité des Vietnamiens, qui pourraient soupçonner une volonté d'ingérence, ou tout simplement refuser d'apprendre auprès des Japonais. Il faudra donc mener des discussions exploratoires pour déterminer précisément dans quels domaines cette coopération serait la bienvenue.

En matière d'éducation et de recherche, il faudrait stimuler la conclusion d'accords de jumelage entre universités vietnamiennes et japonaises, offrir davantage de bourses pour l'étude de la langue et du Japon en général. Un Centre pour les études japonaises fonctionne à Hanoi depuis 1993 sous l'égide du Centre national des sciences sociales et humaines; il y a aussi des centres privés qui enseignent le japonais à Ho Chi Minh Ville, à Hué... Par ailleurs, pour faciliter les contacts entre les gens, il faudrait simplifier les procédures pour la délivrance des visas, soutenir l'action des ONG et systématiser les échanges au niveau des collectivités locales.

Vingt-cinq ans après le rétablissement des relations entre le Japon et le Vietnam, c'est la mise en œuvre en commun de tels programmes concrets pour approfondir la compréhension mutuelle et renforcer la confiance qui assurera le mieux son avenir dans le prochain siècle.

8. Japan International Cooperation Agency.

9. *Seinen kaigai kyoroku tai*: organisé sur le modèle du Peace Corps américain, sous l'égide du ministère des Affaires étrangères et du JICA.